

# Déclaration commune des coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE sur les mesures urgentes à prendre au niveau mondial en réaction à la pandémie de COVID-19

## Déclaration commune des coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE sur les mesures urgentes à prendre au niveau mondial en réaction à la pandémie de COVID-19



*Bruxelles, 19 juin 2020/OEACP* : Les coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE, M. Carlos Zorrinho et M. Faumina Liuga, font part de leur préoccupation en ce qui concerne les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la situation socioéconomique des membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Ils relèvent que, bien que les membres de l'OEACP disposent d'une expérience précieuse pour ce qui est d'endiguer les épidémies, et bien que la plupart des États aient déjà pris des mesures résolues pour limiter la propagation du virus, la capacité de réaction en cas d'urgence sanitaire dans les pays ACP a besoin d'être renforcée par l'apport d'un appui immédiat aux systèmes publics de santé de ces pays.

Ils reconnaissent que les mesures restrictives prises pour limiter et endiguer la propagation de la pandémie de COVID-19 ont entraîné un arrêt des activités économiques et un « effet domino » qui a eu des répercussions directes et indirectes sur les populations, les entreprises et les services publics. À cet égard, ils demandent que soient mobilisées des ressources financières pour relancer la croissance économique, l'emploi et le développement durable. Ils réclament un moratoire immédiat sur tous les remboursements de dette bilatérale et multilatérale, tant publiques que privées, jusqu'à l'extinction de la pandémie.

Les coprésidents saluent la décision du G20 de suspendre le remboursement des dettes et réclament le déploiement d'une enveloppe de stimulation économique de grande ampleur auprès des membres de l'OEACP afin d'offrir à ces derniers la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour consacrer davantage de ressources sanitaires publiques à la lutte contre le virus, tout en atténuant les conséquences socioéconomiques de la COVID-19.

Ils exhortent en particulier la Banque mondiale, le FMI, la Banque africaine de développement, la Nouvelle banque de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque de développement des Caraïbes et d'autres institutions régionales à mettre à profit tous les instruments disponibles et à revoir leurs politiques en matière d'accès au crédit ainsi que leurs quotas afin que les pays à faibles revenus puissent bénéficier pleinement de leur appui. Afin de fournir des liquidités supplémentaires pour l'acquisition de produits de base et de fournitures médicales essentielles, ils demandent au FMI de décider immédiatement d'attribuer des droits de tirage spéciaux. Ils réclament également que l'ensemble des partenaires de développement de l'OEACP établissent fermement leurs budgets d'aide au développement.

Ils soutiennent par ailleurs pleinement l'appel du secrétaire général des Nations unies du 23 mars en faveur d'une trêve mondiale dans les zones de conflit du monde entier afin de protéger les civils vulnérables des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Ils appuient en outre une nouvelle fois l'appel du secrétaire général des Nations unies en faveur d'une initiative humanitaire ambitieuse pour les pays en développement, en s'appuyant sur le plan mondial d'action humanitaire face à la COVID-19 afin d'acheminer des denrées alimentaires et des fournitures logistiques vitales pour les populations les plus affectées par le confinement, la distanciation sociale et les taux de contamination élevés, y compris les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Tags: [Articles](#) <sup>[1]</sup>

---

**URL source:** <http://www.acp.int/fr/content/declaration-commune-des-copresidents-de-l-assemblee-parlementaire-paritaire-oeacp-ue-sur-les>

**Liens:**

[1] <http://www.acp.int/fr/category/story-type/articles>